

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2016

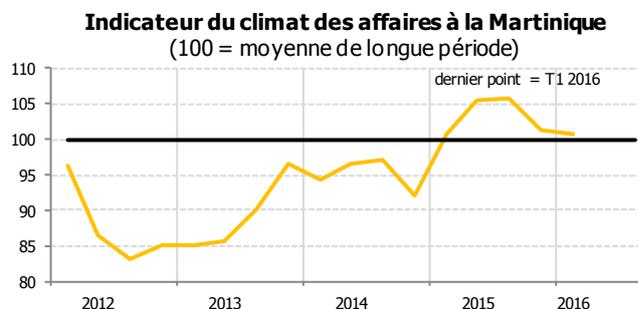
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Le climat des affaires se stabilise

Au premier trimestre 2016, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période, pour le cinquième trimestre consécutif, à 100,7 points (-0,7 point). L'ICA reste bien orienté mais l'embellie observée en 2015 perd de sa vigueur.

Dans le détail, l'opinion des entrepreneurs concernant l'activité, la trésorerie et les délais de paiement sur le trimestre écoulé contribue positivement au climat des affaires, tout comme le redressement anticipé des effectifs au prochain trimestre.

Néanmoins, les anticipations pour le trimestre à venir sont défavorables pour l'activité, les prix de vente, la trésorerie et les délais de règlement, ce qui pèse sur l'ICA.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

En dépit d'un contexte incertain, le niveau des prévisions d'investissement sur les douze prochains mois se maintient au-dessus de la moyenne de longue période.

CARAÏBE : DES PERSPECTIVES BIEN ORIENTÉES DANS LES CARAÏBES

Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), les pays de la **Caraïbe** devraient bénéficier d'une croissance positive (+0,9 %) en 2016. Toutefois les évolutions seraient contrastées selon les pays. Ainsi, si une récession est prévue à Grenade et à Trinidad-et-Tobago (-1 %), la croissance à Saint-Kitts et Nevis, à la Dominique et au Guyana devrait dépasser 3 %.

Au premier trimestre 2016, la banque centrale de **Trinidad-et-Tobago** a maintenu son taux d'intérêt directeur à 4,75 %, marquant un coup d'arrêt au resserrement monétaire engagé depuis mars 2014. D'après l'institution, cette décision s'inscrit dans un contexte de faible inflation (2,1 % en février 2016) conjuguée à une croissance domestique atone. À fin mars 2016, les indices de confiance des consommateurs et des professionnels affichent un net recul.

À la **Barbade**, la banque centrale estime la croissance du PIB à +1,7 % au premier trimestre 2016, tirée par une saison touristique florissante. Le secteur bénéficie d'une nouvelle hausse du nombre de touristes, +7 % en glissement annuel, après +13,5 % en 2015. Pour autant, les réserves internationales n'enregistrent qu'une légère augmentation (+1,2 %). Elles s'élèvent à 938 millions de dollars à fin avril 2016, soit une couverture en importations de 14 semaines.

En **République dominicaine**, la croissance du PIB reste soutenue pour s'établir à +6,1 %. L'activité tire essentiellement son dynamisme de l'industrie minière. Après des difficultés en 2015, la valeur ajoutée du secteur progresse de 33,8 % au premier trimestre 2016. En lien avec la baisse des prix du pétrole et de l'alimentation, le taux d'inflation atteint 1,6 % à fin mars 2016 (contre 2,3 % à fin décembre 2015).

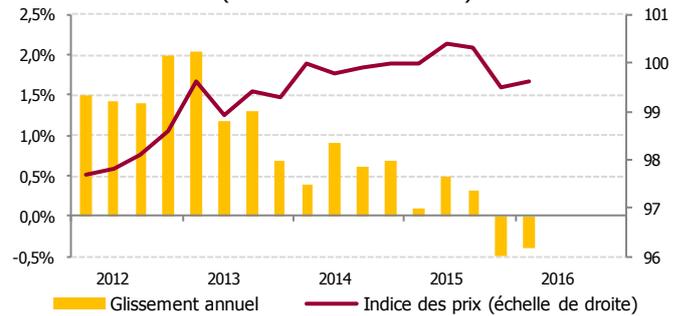
Sources : Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Banque centrale de Trinidad-et-Tobago, Banque centrale de la Barbade, Banque centrale de la République dominicaine.

Stabilité des prix

Au premier trimestre 2016, à 99,6, l'indice des prix à la consommation (IPC) est quasiment stable (+0,1 % en variation trimestrielle après -0,8 % au trimestre précédent). Les baisses des prix de l'énergie (-3,1 %) et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés (-0,2 %), sont compensées par le renchérissement des services (+0,4 %) et des produits alimentaires (+1,4 %).

Sur un an, les prix à la consommation baissent de nouveau (-0,4 % après -0,5 % au T4 2015). Ce recul de l'inflation tient au repli durable des prix de l'énergie (-8,3 %) et des produits manufacturés (-1,1 %). À l'inverse, les prix de l'alimentation et des services s'inscrivent en hausse (+2,3 % et +0,5 % respectivement).

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



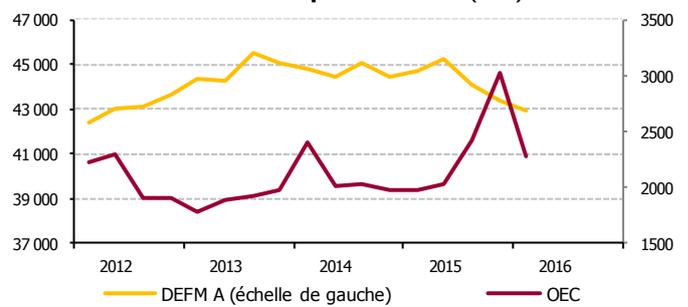
Source : INSEE

Des signes encourageants sur le marché du travail

À fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'établit à 42 980 (-1,5 %, CVS). Il est en baisse pour le troisième trimestre consécutif. Sur un an, la tendance est identique (-3,9 %, CVS). Ces signes encourageants s'étendent à toutes les catégories d'âge, à l'exception des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans dont le nombre augmente (+6,0 % sur un an, CVS).

S'agissant des offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi (OEC), la situation est plus contrastée. Elles sont en repli sensible sur le trimestre (-24,7 %, CVS), mais restent plus nombreuses qu'il y a un an (+15,3 %, CVS).

Demandeurs d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMTF, Pôle emploi, Dares

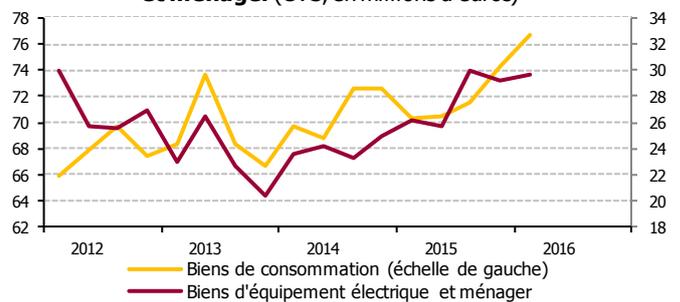
Consommation des ménages : la demande se redresse

En dépit de quelques signes de fragilité, la consommation des ménages reste bien orientée. Les professionnels du secteur du commerce font part d'un rebond marqué de l'activité, qui contraste avec l'atonie ressentie en 2015. Ainsi, le chiffre d'affaires des hypermarchés est-il en hausse, tant sur le trimestre (+0,9 %, CVS) que sur un an (+1,7 %, CVS).

Les importations des biens de consommation gardent un rythme de croissance robuste sur le trimestre (+3,4 %, CVS). La situation est plus mitigée pour les biens de consommation durables. En effet, les importations de biens d'équipement électrique et ménager se redressent (+1,9 %, CVS), mais les ventes de véhicules particuliers neufs sont en baisse (-11,9 %, CVS). Parallèlement, l'encours de crédits à la consommation des ménages est stable sur le premier trimestre (+0,4 %, CVS).

En revanche, sur un an, la tendance haussière est généralisée. Les importations de biens de consommation sont favorablement orientées (+9,3 %, CVS), tout comme les importations de biens d'équipement électrique et ménager (+13,5 %, CVS) et les ventes de véhicules de tourisme (+5,4 %, CVS).

Importations de biens de consommation et de biens d'équipement électrique et ménager (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Les prévisions d'investissement sont stables

Les intentions d'investissement des chefs d'entreprise se maintiennent par rapport au précédent trimestre et restent à un niveau supérieur à la moyenne de longue période. Les projets concernent principalement le secteur des services aux entreprises, des industries agroalimentaires et du BTP. En revanche, les prévisions d'investissement sont orientées à la baisse pour les secteurs du tourisme, du commerce et des autres industries.

Sur le trimestre, comme sur un an, les importations de biens d'équipement sont en recul (-8,1 %, CVS et -3,3 %, CVS respectivement). Les immatriculations de véhicules utilitaires sont également orientées à la baisse (-7,4 %, CVS sur le trimestre et -5,8 %, CVS en glissement annuel).

Néanmoins, les encours de crédit d'investissement des entreprises progressent sur le trimestre (+1,7 %) et sur l'année (+15,6 %), traduisant la poursuite de l'effort d'investissement pour le maintien et le renouvellement de l'outil de production.

L'évolution des indicateurs de vulnérabilité des entreprises est encourageante sur le trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en repli (-1,3 %), et les impayés sur effets de commerce régressent, tant en nombre (-9,3 %), qu'en montant (-34,3 %).

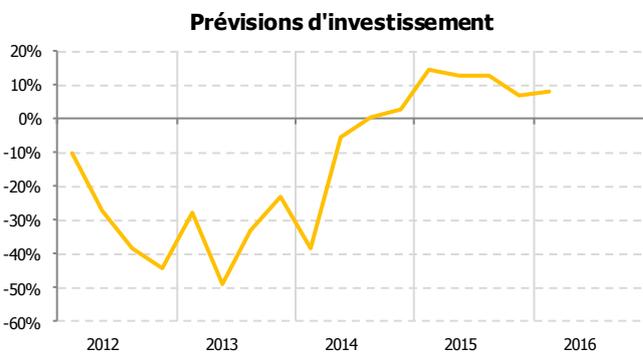
Les échanges extérieurs fléchissent

Hors produits pétroliers, les importations sont en recul (-3,4 %, CVS) sur le trimestre, sous l'effet de la contraction des importations de matériels de transport (-15,5 %, CVS) et de celles d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (-3,5 %, CVS).

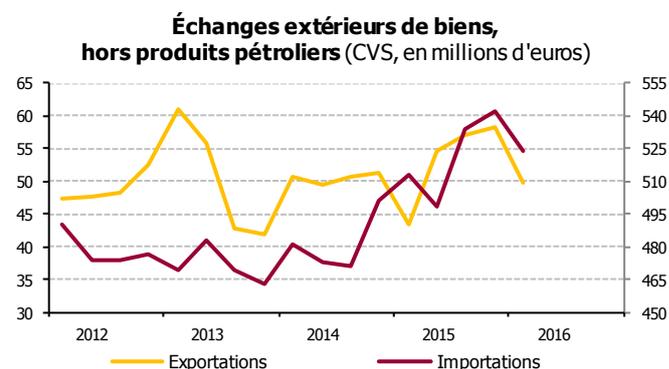
De même, les exportations, hors produits pétroliers, sont en repli sensible sur le trimestre (-14,7 %, CVS), essentiellement en lien avec la baisse des exportations de matériels de transport (-38,5 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-11,1 %, CVS).

S'agissant des échanges de produits pétroliers, les importations progressent (+5,1 %, CVS), alors que les exportations baissent de façon significative (-25,0 %, CVS).

L'importance des échanges liés aux produits pétroliers engendre une baisse globale des exportations, tant sur le trimestre (-17,9 %, CVS) que sur un an (-30,9 %, CVS). À l'inverse, elle permet de limiter la baisse des importations totales, sur le trimestre (-2,5 %, CVS) et sur un an (-1,8 %, CVS).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



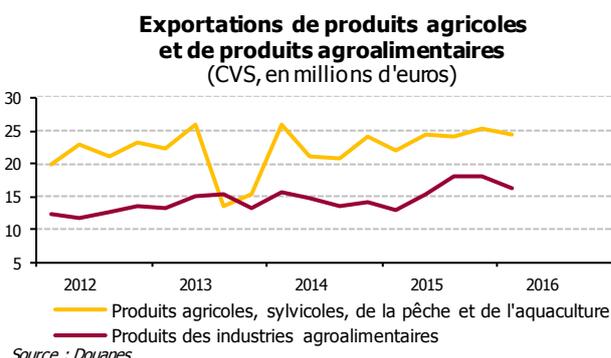
Source : Douanes

UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT FAVORABLE

L'enquête de conjoncture révèle une croissance de l'activité au premier trimestre 2016. Les délais de paiement sont écourtés et la trésorerie se redresse. En revanche, les effectifs sont orientés à la baisse, les charges d'exploitation sont encore dégradées et les prix repassent sous leur moyenne de longue période.

En termes de secteurs, la tendance est plus contrastée. Une amélioration globale intervient dans les industries agroalimentaires, le secteur du commerce et du tourisme, alors que le secteur des services aux entreprises se stabilise et que le BTP et l'industrie enregistrent un repli d'activité.

Dans les secteurs **primaire** et **agroalimentaire**, les chefs d'entreprise jugent l'activité en progression par rapport au précédent trimestre. Les filières d'élevage tirent leur épingle du jeu, les abattages de viande (hors volailles) enregistrant une légère hausse (+1,5 %, CVS). Mais, les branches agricoles et de transformation ont plus de difficultés. Les exportations de bananes sont en repli sur le trimestre (-15,1 %, CVS), ainsi que la production et les expéditions de rhum (-1,6 %, CVS et -2,2 % en volume, CVS respectivement). Aussi, les professionnels du secteur font part de leur inquiétude pour le prochain trimestre.



Source : Douanes

Les acteurs du secteur du **commerce** confirment les signes de reprise de la consommation des ménages. Ils font part d'un niveau d'activité qui n'a pas été égalé depuis 2007. Leur ressenti laisse toutefois craindre un tassement de l'activité commerciale au prochain trimestre.

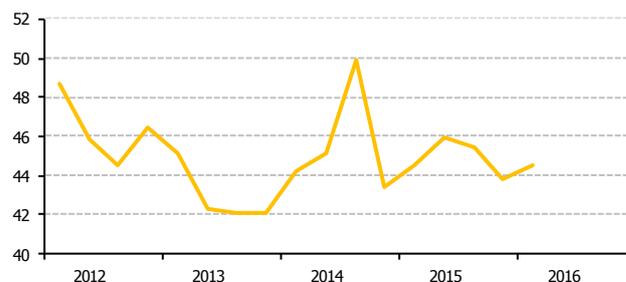
Dans le secteur du **tourisme**, la situation s'améliore encore grâce à une baisse des charges d'exploitation et une amélioration induite de la trésorerie. Par ailleurs, les effectifs sont en hausse. À l'aéroport, le nombre de vols (+3,4 %, CVS) et le trafic de passagers (+5,1 %, CVS) évoluent positivement. De même, la situation est très bien orientée dans le segment de la croisière. Au premier trimestre, ce sont 211 618 croisiéristes qui ont fait escale à la Martinique, soit +32,2 % par rapport à l'année précédente.

S'agissant des **services aux entreprises**, les entrepreneurs font état d'une stabilisation de l'activité. Les délais de paiement tendent à se réduire, la dégradation des charges d'exploitation est moins rapide et la trésorerie se reconstitue. Enfin, les carnets de commandes, stables, laissent craindre un recul de l'activité.

Le courant d'affaires reste dégradé dans le secteur du **BTP** et les perspectives ne sont pas meilleures. Pour autant, les ventes de ciment (+1,6 %, CVS) et les importations d'éléments en métal pour la construction (+84,7 %, CVS) augmentent, en lien avec le redémarrage progressif des activités du début d'année.

Enfin, dans le secteur **industriel**, les professionnels font état d'une détérioration de la situation, en lien avec la dégradation des charges, de la trésorerie et des délais de paiement. Seuls les effectifs sont en hausse.

Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

ÉCONOMIE MONDIALE : DES SIGNES DE STABILISATION

Selon la Banque centrale européenne (BCE), les récents indicateurs tirés d'enquêtes font état d'une stabilisation de l'activité économique mondiale au premier trimestre 2016. Les tensions observées en début d'année semblent s'estomper en raison d'un recul de la volatilité sur les marchés financiers et d'un redressement du prix des matières premières.

Aux États-Unis, la phase de morosité qui caractérise l'activité s'est poursuivie au premier trimestre 2016, bien que les fondamentaux restent sains, notamment sur le marché du travail. La croissance devrait rester modérée en 2016 (+2,4 %), en raison du renforcement des bilans, du retrait du frein budgétaire et d'une amélioration du marché immobilier, facteurs qui viennent balancer le fléchissement des exportations nettes dû à l'affermissement du dollar et au ralentissement de la croissance dans les pays partenaires, la nouvelle baisse de l'investissement du secteur manufacturier et le durcissement des conditions financières pour certains secteurs de l'économie.

Dans la zone euro, la reprise économique se poursuit, toujours modestement. Selon les données Eurostat, le PIB a augmenté de 0,5 % au cours du premier trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent et de 1,5 % en glissement annuel. Pour le FMI, les effets favorables du faible prix de l'énergie, une expansion budgétaire modeste et des conditions financières favorables devraient plus que compenser l'affaiblissement de la demande extérieure.

Selon les premières estimations publiées par l'INSEE, le 29 avril 2016, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,5 % au premier trimestre 2016 (après +0,3 % au trimestre précédent). Le rebond de la consommation des ménages (+1,2 % après -0,1 %) et l'investissement dynamique contribuent positivement à l'évolution du PIB.

Au Japon, les indicateurs économiques de début 2016 font état d'une stagnation de l'activité économique, après une baisse trimestrielle de 0,3 % du PIB en volume au dernier trimestre 2015. La dépréciation récente du yen et l'affaiblissement de la demande des pays émergents devraient freiner l'activité au premier semestre 2016, mais la baisse des prix de l'énergie et les mesures budgétaires devraient stimuler la croissance.

D'après les projections du FMI d'avril 2016, la croissance de l'économie mondiale devrait demeurer modeste en 2016 (+3,2 % après +3,1 % en 2015). Les pays émergents sont encore les principaux contributeurs à la croissance mondiale prévue pour 2016 (+4,1 %), même si les perspectives restent inégales d'un pays à l'autre et généralement moins bonnes qu'au cours des vingt dernières années. Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre un niveau proche de celui de 2015 (+1,9 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee - données arrêtées au 25 mai 2016